

Madame la Présidente  
Commission d'Enquête  
Enquête Publique OUGC  
DDT Service Environnement  
BP 45 38040 Grenoble Cedex 9

Trept le 26 janvier 2018,

Madame la Présidente,

Nous avons examiné avec attention le dossier de demande d'autorisation unique pluriannuelle pour l'irrigation mis à l'enquête publique et nous tenons à vous faire part de nos remarques sur la partie Nord du Département de l'Isère, siège de notre association.

Nous tenons d'abord à saluer et à encourager les efforts réalisés par la Chambre d'Agriculture auprès de ses membres depuis de nombreuses années pour les inciter à adapter leurs pratiques culturales et consommer moins de ressources en eau.

Malgré son volume important, nous considérons que le dossier réalisé par les bureaux d'études pour le compte de l'Organisme Unique de Gestion Collective (OUGC 38) est très incomplet et comporte des erreurs d'appréciations.

Ce dossier départemental qui doit permettre d'orienter les prélèvements futurs à partir des pratiques passées et existantes aurait mérité un travail plus précis et concerté et nous sommes particulièrement étonnés du silence assourdissant de l'autorité environnementale !

Nous avons pu constater, avec une grande déception, que l'hydrographie n'était absolument pas présentée correctement, alors que nous avons contribué fortement à sa connaissance sur notre secteur (ni dans le texte, ni dans la bibliographie il n'est fait mention des différentes études que nous avons menées et qui se sont échelonnées pendant 8 années sur les bassins du Haut Rhône Dauphinois et du Catelan). Etudes financées notamment par la DDT et le Conseil départemental et mises à disposition de la Chambre d'agriculture, du Département, de l'Agence de l'Eau, des collectivités locales et des services de l'Etat et que nous tenons à votre disposition. Ceci entraîne des approximations et des interprétations qui pourraient se révéler très néfastes pour le milieu aquatique.

Sur notre secteur, l'approche quantitative par ensemble des sous bassins ne nous paraît pas adaptée en l'état car elle ne tient compte, ni du nombre d'affluents, ni de leurs

dimensions, ni de leur débit (qui reste inconnu sur la majorité des cours d'eau), ni si les prises d'eau sont en amont ou en aval... Il est bien noté p.338 de l'étude d'impacts que « la plupart des sous-unités de gestion sont déficitaires (notamment Save/Brailles et les Terrasses). Une surveillance des niveaux de nappe avant la période hivernale est préconisée ». Il nous semble donc indispensable de programmer les études complémentaires pour connaître les ressources disponibles.

Pour les cours d'eau seule la Girine, qui subit de très fortes pressions par ailleurs mentionnées dans le SDAGE, est pointée comme ayant des déficits hydriques alors que sur le terrain de nombreux affluents connaissent régulièrement des assecs (le Culet à Sermérieu, l'Amby à Optevoz/St Baudille de la Tour, le Catelan à Salagnon et Trept -contrairement à ce qui est dit p 176 de l'étude d'impacts-, la Chogne à Bouvesse-Quirieu, les ruisseaux de la Balme, Verna).

Comment autoriser des quantités à prélever (la seule référence est l'autorisation précédente) sur ces petits cours d'eau et leur nappe d'accompagnement sans connaître les débits annuels moyens et les débits naturels d'étiage ? En théorie cela veut dire que le bénéficiaire d'une autorisation pourrait pomper jusqu'à ce qu'il n'y ait plus d'eau dans le cours d'eau si un tour d'eau et des contrôles de police en permanence n'ont pas été instaurés ? Pour de très nombreuses espèces aquatiques un assec de quelques minutes peut suffire à les anéantir...

Et, concernant les espèces, l'étude d'impacts est affligeante : les seules espèces mentionnées sont les poissons, les espèces protégées ou visées par la Directive Habitats, Faune et Flore ne sont pas du tout indiquées ! Avec la Fédération de pêche nous avons les données disponibles et nous les mettons bien volontiers à disposition gratuitement auprès de tout le monde...il suffit de nous les demander, ce que n'ont pas fait les bureaux d'études en charge de l'étude d'impacts. Ainsi, pas de Lamproie de Planer, de Chabot, de Loche d'étang, de Blageon... quant aux autres espèces elles sont complètement oubliées : il n'y aurait donc que des poissons dans les cours d'eau ? Il est bien fait allusion à l'écrevisse à pieds blancs sur le ruisseau du Valencey : les bureaux d'études s'interrogent sur sa présence, on croit rêver ! Une simple consultation de la fiche ZNIEFF (n°38020057) aurait confirmé sa présence : l'amont du ruisseau est d'ailleurs classé en Espace Naturel Sensible par le Conseil départemental (ENS) à ce titre et géré par la commune. L'espèce fait l'objet d'un suivi de population dans le cadre du plan de gestion de l'ENS...Par ailleurs ce n'est pas le seul ruisseau à abriter des populations d'écrevisses à pieds blancs (affluents du Ver, de la Save, de l'Huert, le Girondan...). La loutre et le castor, pour ne citer que ces deux mammifères protégés et visés par la Directive Habitats, Faune et Flore sont oubliés, ainsi que l'Agrion de Mercure (protégé et annexe 2 la Directive Habitats, Faune et Flore) pour les libellules, et ne parlons pas des plantes qui n'ont pas voix au chapitre non plus (plusieurs espèces protégées à l'échelon régional concernées comme l'hottonie des marais et le rubanier immergé).

Il n'est jamais fait mention des Espaces Naturels Sensibles alors que plusieurs ruisseaux et zones humides associées (notamment sur la Save) en abritent et sont directement concernés par les prélèvements en eau pour l'irrigation.

La Réserve Naturelle Régionale des étangs de Mérieux n'est pas non plus abordée, or il semblerait d'après la cartographie disponible en annexe (malgré sa qualité insuffisante pour en être certains) et les informations des agriculteurs locaux qui nous ont contacté encore

récemment, qu'il existerait des autorisations de prélèvements dans le Grand Etang de Mépieu ? Lo Parvi est gestionnaire de cette réserve naturelle depuis sa création (création de la réserve naturelle volontaire en 2001 devenue régionale en 2007), le propriétaire est la société Vicat qui n'a pas donné d'autorisation de pompage à quiconque. Le règlement de la Réserve Naturelle Régionale et son plan de gestion validé par le Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel n'autorisent pas la possibilité du pompage. Il n'est pas possible d'autoriser des prélèvements d'eau sans se soucier de l'avis des propriétaires des terrains ni de la réglementation environnementale en vigueur !

Il serait nécessaire d'exiger dans chacun des dossiers de pompage l'accord écrit du propriétaire des terrains et de vérifier (toutes les cartes sont disponibles sur le Système d'Information Géographique de la DREAL) que le site ne fasse pas l'objet d'un zonage environnemental qui réglemente les pompages (réserve naturelle, APPB, etc.) afin d'adapter les autorisations.

Au sujet de Natura 2000, le dossier d'incidence est quasi nul (une demi page), le document d'objectifs et la fiche du site « étangs, grottes et coteaux secs de l'Isle Crémieu » n'ont pas été consultés, ni le gestionnaire du site Natura 2000 (la Communauté de Communes des Balcons du Dauphiné...qui gère pourtant également le PAEC de l'Isle Crémieu) : cela n'empêche pas les bureaux d'études de juger que certains cours d'eau ont un intérêt écologique faible!

Cette même communauté de communes (CCBD) s'est investie récemment dans la gestion de ses cours d'eau et prépare un contrat de milieux avec l'Agence de l'Eau. Elle a clairement identifié qu'il y avait une grande méconnaissance des débits des cours d'eau et des prélèvements (eau potable, irrigation) et des secteurs tendus pour l'eau potable.

La diminution du débit d'étiage a également un effet négatif sur la qualité des cours d'eau et notamment ceux qui réceptionnent les effluents issus des Stations d'Epuration des collectivités (STEP). Un travail important de mise aux normes et de rejet direct au Rhône pour plusieurs stations est d'ailleurs engagé pour les années futures afin d'améliorer notamment la qualité de la Save.

Par ailleurs, nous avons identifié une marge importante de progression possible pour renaturer des zones humides en amont des cours d'eau afin de soutenir les débits d'étiage et tamponner les crues (Catelan, Save et Chogne notamment). Cette action nous paraît importante à étudier sur notre territoire avec l'ensemble des acteurs.

Ainsi, dans l'état actuel des connaissances, tout en étant bien conscients des enjeux agricoles liés notamment aux modifications climatiques, devant tous ces manques dans le dossier d'enquête publique et le risque pour l'état de santé des cours d'eau et du patrimoine naturel, nous émettons les plus grandes réserves à toute possibilité d'augmentation des prélèvements sur le secteur Bourbre et Haut Rhône Dauphinois.

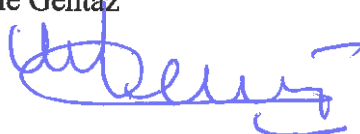
Concernant les prélèvements existants ils devraient, à terme, faire l'objet d'une étude d'incidence digne de ce nom pour être validés, modifiés ou abandonnés.

Nous souhaiterions que ce changement de procédure départementale pour la gestion de l'irrigation soit l'occasion de travailler réellement en concertation avec les acteurs de notre territoire préoccupés par la gestion quantitative et qualitative de l'eau et des milieux humides. Ainsi, nous suggérons que la communauté de communes des Balcons du Dauphiné, le Syndicat Mixte d'Aménagement du Bassin de la Bourbre, le Syndicat du Haut Rhône et Lo

Parvi soyons associés à la réalisation du plan annuel de répartition des pompages défini avec la Chambre d'Agriculture et la DDT.

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, nous vous prions d'agréer, Madame la Présidente de la commission d'enquête, nos respectueuses salutations.

Pour Lo Parvi la Présidente  
Murielle Gentaz



Copies pour information :

Monsieur le Préfet de l'Isère

Monsieur le Sous-Préfet de la Tour du Pin

Madame la Directrice de la DDT

Monsieur le DREAL

Monsieur le président du SMABB

Monsieur le président de la CCBD

Monsieur le président du SHR